

LETTRE D'UN GASCON.

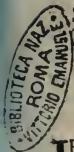
Sur l'Arrêt du Parlement de Toulouse
du 16 Mars 1763, qui condamne au
feu deux Lettres de M. l'Evêque de
S. Pons, & les Mémoires de M. le
Président d'Eguilles.

*Mala potestas, posse quod non licet, potestas
ista tenebrarum est, verum non videre sed
spernere. Ambr. in Psalm. 118.*

JE vous ai promis, Monsieur, de vous ren-
dre compte de toutes les nouveautés inté-
ressantes qui pourroient naître sur les bords
de la Garonne? je dois vous parler aujour-
d'hui d'un réquisitoire marqué au coin de
Maître Riquet ou Riqueti, de Luques ou de
Languedoc, Procureur Général de L'AUGUS-
TE Classe du Parlement de Toulouse.

Vous me connoissez; j'aime la vérité de
de quelque part qu'elle vienne, & si j'étois
Magistrat, je vendrois ma Charge plutôt que
mon ame, sans croire faire un acte héroïque.
Je suis dans la Capitale de ma Province; je
vois que les membres du Parlement qui ont
mérité jusqu'ici, par leur Religion & par leur
droiture, l'estime & la confiance du Public,
gémissent sur les excès de leurs confreres. Est-
ce assez pour eux de gémir? C'est ce que je

A



3

n'examine point , mais ils ont tout à craindre s'il est vrai que la voix du peuple soit la voix de Dieu. J'écarte des réflexions qu'il n'est pas nécessaire de vous suggerer , & je viens au Réquisitoire de notre *Vengeur public*.

„ Qui pourroit croire que les deux lettres
„ dont nous devons vous rendre compte, sont
„ l'ouvrage d'un Evêque ? Ce seroit un paradoxe si l'on ne connoissoit pas M. l'Evêque
„ de S. Pons. „ C'est le début du Magistrat ;
mais qui croiroit, après avoir lû les deux lettres, que c'est un Chrétien qui fait cette question ? Ce seroit un paradoxe si l'on ne connoissoit pas Maître Riquet. Il se permet comme vous voyez, le Sarcasme le plus insultant contre un Evêque respectable à tous égards ; on apperçoit aisément, selon lui, le langage de la passion dans tout ce qu'il dit ; il lui reproche cruellement son humeur chagrine & une haine de près de trente années, sans nous apprendre quel en est l'objet ou le motif. Il parle de je ne sais quelle défaite du Prélat ; de manière à faire soupçonner au Lecteur tout ce qu'il voudra imaginer de plus odieux contre lui & il a le courage de nous dire, d'un ton d'oracle, qu'il est lui-même SANS PASSION COMME LA LOI. C'est bien là *excusatio non petita* ; mais le Public n'avoit pas besoin de cette preuve de plus.

Quel écrit mérita jamais une censure plus flétrissante que les lettres de M. l'Evêque de S. Pons ? C'est encore une question aussi peu

passionée que la première. Il n'a point paru en France depuis dix ans d'écrivain plus digne de l'animadversion du Parlement que l'Ouvrage d'un Evêque en faveur de la Religion & de la Patrie. Lisez l'histoire d'Ema, les mœurs, la pucelle d'Orleans & bien d'autres que je rougirois de citer ; parmi tous les ouvrages qu'on publie, sous les yeux du Parlement, contre Dieu & son Christ, contre le Roi & l'héritier du Trône, il n'en est pas un seul, je dis plus, il n'y en a jamais eu d'aussi détestable que l'ouvrage du Prélat. L'Arrêt du Parlement de Toulouse qui ordonne des processions publiques en action de grâces de l'assassinat d'Henri III. ne mérita jamais *une censure plus flétrissante* que les Lettres d'un Pasteur trop instruit, qui dit des vérités dures à ce même Parlement.

Au reste le Magistrat qui sent bien qu'il n'a que des mots à opposer aux raisons du Prélat, cherche toujours les plus énergiques. *Vous allez frémir d'horreur*, dit-il aux Chambres assemblées, & cela, parce qu'il leur répète, d'après M. l'Evêque de S. Pons, que les Tribunaux prétendent valider la Loi du Prince en l'enregistrant. Pensez-vous que les Magistrats aient *frémi* tout de bon, en écoutant cette horrible imputation ? Maître Riquet se hâte de les rassurer, & pour prouver que le Prélat n'avance rien qui doive les faire *frémir d'horreur*, il canonise aussi-tôt la *Loi sainte & inviolable de l'enregistrement*.

C'est là le *premier attentat* de M. l'Evêque de S. Pons , mais ce n'est encore rien. Il n'a pas craint d'avancer qu'on pourroit extraire *des Arrêts, Arrêtés, & Remontrances* du Parlement , *un Recueil d'assertions dangereuses & destructives de l'autorité du Monarque*. Ici la réponse du Magistrat est encore une question; on ne pourra pas dire que son réquisitoire soit par demandes & par réponses , mais par demandes seulement. *Jamais*, continue-t-il , *la calomnie fut-elle portée aussi-loin ?* Non certainement , répondra le lecteur impartial ; lorsque les Juifs & la Synagogue ont dit que le Sauveur du Monde étoit addonné au vin; lorsque Maître Riquet & le Parlement ont prononcé que le Vicaire de Jesus-Christ étoit Schismatique ; [a] la calomnie n'a pas été

[a] Je vous ai envoyé l'arrêt du Parlement du 1. Février de cette année. Vous y avez vu que les Brefs de Clement XIII. au Roi & au Clergé de France , sont *un libelle sédition, une production méprisable*; que leur Auteur est *un ennemi de la paix, qu'il souffle le Schisme, qu'il veut bouleverser l'État, &c.* mais comme il y a encore , dans la Province , de bonnes gens qui peu instruits des libertés de l'Eglise Gallicane , s'imaginent que le Vicaire de Jesus-Christ mérite quelque considération ; Maître Riquet malgré la notoriété de fait & de droit , malgré la conviction la plus intime , & pour pouvoir à son aise dire des injures à l'Auteur des Brefs , a avancé sans le persuader à personne & sans le croire lui-même , que c'étoit quelque sédition qui avoit abusé du nom du Souverain Pontife. Clement

portée aussi-loin que lorsque M. l'Evêque de S. Pons a osé affirmer que des Magistrats qui déclarent qu'ils ne peuvent obtempérer & qui en effet n'obtempèrent point, sont des Sujets désobéissans ou du moins *non obtempérans*.

D'abord les Chambres avoient frémi d'horreur ; mais lorsque les attentats sont plus grands, ils ne sont saisis que d'une juste indignation. De l'horreur à l'indignation, la progression est sensible.

Le Magistrat déclare juridiquement, mais non pas en forme probante, que lorsque le Roi parle : *tous les Sujets obéissent*. Pour sentir la vérité de cet oracle, il faut s'accoutumer à croire ou que les Magistrats ne sont pas les Sujets du Roi mais ses Tuteurs, ou qu'ils obéissent en n'obtempérant point. Tout cela se concilie aisément, sur-tout si l'on fait attention à ce qu'ajoute Maître Riquet, que *nos Rois ne peuvent que ce qui est juste &* à ce qu'il sous-entend, qu'il n'y a que le Parlement qui ait droit de décider si ce que le Roi ordonne est juste.

XIII. n'avoit pas trouvé à propos de réclamer contre l'imposteur ou de désavouer les Brefs ; Maître Riquet pénétré d'un *respect filial*, a voulu sauver l'honneur du S. Siège malgré le S. Siège, & persuader au Pape lui-même que les Brefs qu'il avoit envoyés en France étoient supposés. Que l'amour de Maître Riquet pour le Chef de l'Eglise est ingénieux !

Cependant je dois rendre justice au patriotisme de l'Orateur ; il convient de bonne foi que même les Magistrats sont obligés d'obéir AUX VOLONTÉS du Souverain ; mais ce n'est que lorsqu'elles sont ABSOLUES ; c'est-à-dire , lorsqu'il envoie une armée supérieure à celle du Parlement , comme au tems de la Fronde ; lorsqu'il fait marcher quelques bataillons pour accélérer l'enregistrement de ses Edits, comme il a fait à Toulouse , même dans ces derniers tems.

C'est le Roi , dit Maître Riquet aux Magistrats , qui vous a placés au-dessus des Peuples POUR lui représenter leurs besoins. Si je pouvois, comme M. le Procureur Général, répondre par des questions, je lui demanderois dans quelle chartre il a trouvé que les gens de Loi *sont placés au-dessus des Peuples ?* C'est une découverte tout-à-fait moderne. Sont-ils placés au-dessus du Clergé ? Ils feroient *frémir d'horreur* s'ils le disoient ; au-dessus de la Noblesse ils feroient rire s'ils le pensoient ; au-dessus du tiers-état ? Ils feroient pitié s'ils le croyoient. A peine peuvent-ils, depuis très-peu de tems, être admis dans l'assemblée de la Nation dont le tiers-état fait partie essentielle (b)

(b) Les Parlemens n'entroient aux assemblées de la Nation que par députés & dans l'ordre du tiers-état. Ils obtinrent sous Henri III. de former un quatrième état séparé & subalterne. Comment les Magistrats auroient-ils pu exiger une place dans

Maître Riquet a voulu dire sans doute que les Magistrats *sont placés au-dessus* des plaideurs qui veulent les enrichir en se ruinant; *ils sont placés au-dessus* d'une certaine classe d'hommes ignobles qui ont acheté leurs offices pour accroître leur fortune & leur avilissement; *ils sont placés au-dessus* des Scélérats dont ils sont chargés de purger la terre; mais quoique simple particulier, je leur prouverai quand ils voudront, que le Roi ne les a jamais placés au-dessus de moi & qu'il ne tient qu'à moi de me placer à côté d'eux.

Je fais bien qu'ils se sont placés eux-mêmes au-dessus du Souverain Pontife qui prie pour leur conversion; au-dessus des Evêques qui gémissent sur les plaies qu'ils font à l'Eglise; au-dessus des Jésuites qui sont Martyrs depuis que le Parlement tolère ou protège toutes les Religions, & qu'il n'exclut que celle qui unit au Chef visible de l'Eglise qui semble ne l'être plus de l'Eglise Gallicane.

Quels sont les Titres primordiaux en vertu desquels Maître Riquet prouveroit que le Roi a placé les Magistrats au-dessus des peu-

le second ordre, c'est-à-dire, parmi la Noblesse, eux qui sont censés avoir besoin d'être ennoblis; puisqu'à la seconde génération, leurs charges ou plutôt leurs offices, leur donnent cette prérogative? La Nation ne s'est pas encore accoutumée à confondre les Nobles avec les roturiers ennoblis.

ples pour lui représenter leurs besoins ? Le Chancelier de l'hôpital pensoit bien différemment. (c) On ne trouve , en effet , rien de semblable , ni d'approchant dans les Lettres d'érection des Tribunaux. Il est vrai qu'on leur a permis de faire de *très-humbles rémontrances* , & parce qu'ils ont voulu se faire un titre d'une concession purement gratuite , Louis le Grand Par l'ordonnance civile de 1667. leur ôta ce prétendu droit. Ce n'est qu'un demi-Siècle après , que , pour des raisons connues de tout le monde , le Régent leur accorda de nouveau , non pas le droit , mais la permission de faire des rémontrances au Roi , lorsque le Roi consentiroit à les écouter. Mais quel est celui de nos Rois qui a dit qu'il établissoit un tel Parlement pour lui représenter les besoins de ses Peuples ? Si le Magistrat veut répondre à mes questions , je me charge de répondre aux siennes.

Croit-il résoudre toutes les difficultés en

(c) Charles IX. formé par le Chancelier de l'hôpital , défendit aux Magistrats de se mêler des affaires d'État & leur dit qu'ils se délassent de cette vieille erreur, qu'ils étoient les Tuteurs du Roi, les défenseurs du Royaume & les gardiens de la Ville de Paris. C'est à vous autres , leur dit-il en finissant, d'obéir à mes ordonnances sans disputer & contester, quelles elles sont ; car je sais mieux que vous ce qui est propre & convenable pour le bien & profit de mon Royaume. Voyez Baile article Michel de l'hôpital & Brantôme Eloge de Charles IX.

prononçant d'un ton dogmatique que *les Ministres des Loix ne reconnoissent que la justice légale* ? il se flate sans doute que les Français substitueront une foi aveugle pour les décisions du Parlement à l'obéissance aveugle pour Jesus-Christ dont on a fait un crime de Leze-Majesté ; sans cela il seroit bien difficile de voir *la justice légale* dans les entreprises actuelles du Parlement qui nous rendent Nous Français les victimes infortunées d'un ennemi domestique & les objets du mépris ou de la compassion de nos voisins.

„ Que n'avoit pas à craindre M. l'Evê-
 „ que de S. Pons de l'information ordonnée
 „ par l'Arrêt de la Cour du 5. Décembre
 „ 1754. , contre l'Auteur d'un Ecrit intitulé :
 „ *Réflexions d'un Evêque du Languedoc sur*
 „ *quelques nouveaux Arrêts du Parlement de*
 „ *Toulouse* ? S'il en est l'Auteur , que
 „ n'avoit-il pas à redouter de la sévérité de
 „ vos jugemens ? „

C'est encore une question de M. le Procureur Général ; j'avoue qu'il n'est pas aisé de lui répondre. *Que n'avoit pas à craindre , que n'avoit pas à redouter un Evêque* , Si le Parlement avoit voulu user contre lui de tous ses droits ? Les Français Catholiques répondent qu'il n'avoit rien à craindre , parce qu'il n'est pas soumis à leur juridiction ; mais les Français parlementaires disent que les Magistrats Laïques sont les juges natu-

rels du Pape & des premiers Pasteurs ; le Parlement agit comme s'il le croioit & dès-lors *que n'avoit pas à craindre M. l'Evêque de S. Pons ?* N'insistons point ; si le Magistrat veut une réponse Cathégorique , il sera très-aisé de le satisfaire , & ceux à qui il reste encore un amour sincère pour leur Religion & pour leur Roi , *frémiront d'horreur & seront saisis d'une juste indignation en pénétrant les motifs du Parlement.*

Au reste , dit Maître Riquet , *le Roi sait qu'il n'a pas de plus fidèles Sujets que les Magistrats ;* il l'a appris , sans doute , de ses Augustes Prédécesseurs : il s'en est convaincu par sa propre expérience ; c'est à cause de leur très-grande fidélité qu'il s'est déterminé plus d'une fois à les exiler , à les priver de leurs Charges : Le Roi sait que *tous les travaux du Parlement ont pour objet LA CONSERVATION DE SA PERSONNE SACRÉE.* Si Maître Riquet affirme avec tant d'assurance ce que personne ne sera tenté de croire sur sa parole , c'est sans doute , parce qu'il n'avoit pas plus lû le procès du scélérat Damiens que les Extraits des Assertions , ou les deux Lettres de M. l'Evêque de S. Pons. Il a cru *pouvoir employer plus utilement son temps* qu'à lire le 226e. interrogatoire & la procédure faite par le Prevôt de l'hôtel à Versailles , mais *le Roi sait ce qu'il doit aux Gardiens de sa vie ;* le Roi sait encore que les Evêques de son Royaume dont la conduite & les principes con-

11.
traissent parfaitement avec la conduite & les principes des Magistrats , se propose nécessairement un objet tout contraire à celui de *la Conservation de sa personne Sacrée* ; le Roi le fait & la Nation aussi ; cet article n'a pas besoin d'être prouvé ; LE ROI LE SAIT.

M. le Procureur Général transcrit encore un raisonnement du Prélat & pour le réfuter , il dit aux Magistrats qu'ils n'en ont que trop entendu pour juger de la flétrissure qu'il mérite. Mais ce qui complete la réfutation , c'est le principe tout nouveau qu'il établit en finissant ce qui regarde M. l'Evêque de S. Pons. Le voici ce principe dont il faut se pénétrer , & qui est d'une ressource admirable pour résoudre toutes les difficultés. L'AUTORITE' NE REPOND PAS ; or M. le Procureur Général NE REPOND PAS , donc il est L'AUTORITE'.

La première proposition n'est fautive que lorsqu'il s'agit de l'autorité de l'Eglise. En effet si l'Eglise définit , il faut qu'elle rende raison de ses décisions & que ses motifs soient approuvés par les Chambres ; sans cette condition , *la loi sainte & inviolable de l'enregistrement* exclut les décisions de l'Eglise lorsqu'elles se présentent & l'appet comme d'abus les rejette , lorsqu'on a été contraint de les accepter , pour se conformer aux *volontés ABSOLUES* du Souverain. J'en trouve la preuve dans une Bulle que je n'ose pas nommer de peur de me rendre cri-

minel de Léze-majesté ; dans cette Bulle dont les Jésuites se servent , selon M^e. de Monclar , pour avoir un prétexte de persécuter les gens de bien en France , tandis qu'ils prêchent l'idolatrie & qu'ils répandent leur sang pour la cimenter dans les Indes & dans le Japon.

Le principe de Maître Riquet est faux encore si on l'applique à l'autorité du Roi. Si le Monarque ordonne quelque chose , il est obligé de rendre compte de ses motifs au Parlement & de les faire agréer ; sans cette condition indispensable , les ordres du Roi cèdent aux ordres contraires du Parlement , ou parce que *l'on a surpris la Religion du Roi* sans qu'il en sçache rien ; ou parce qu'il a oublié qu'il *ne peut que ce qui est juste*. Le Parlement est établi pour exhorter le Souverain à se procurer une Religion que le Pape & les Evêques ne puissent plus surprendre & à se souvenir qu'il n'y a de juste que ce qui paroît tel aux Magistrats.

L'axiome de M. le Procureur Général n'a donc lieu que lorsqu'il s'agit de l'autorité du Parlement. Il ne souffre alors ni restriction ni modification ; l'AUTORITE' NE REPOND PAS. Le Parlement prononça autrefois que Charles VII. n'étoit que SOI-DISANT ROI de FRANCE ; (d) qu'Henri III. avoit été bien & léga-

(d) Les Jésuites ont bien mauvaise grace de se formaliser de la dénomination de *soi-disans*. S'ils croient qu'elle a été créée pour eux , qu'ils se dé-

lement assassiné ; qu'Henri IV. étoit indigne du Trône &c. Le même Parlement prononce aujourd'hui que tous les Souverains Pontifes , au moins depuis deux siècles ont été des prévaricateurs ; que Clement XIII. le plus pacifique de tous , est Schismatique ; que les Evêques de France sont les ennemis naturels de la patrie & du Roi ; le peuple subjugué croit aveuglément ; les Arrêts lui prescrivent la soumission *de jugement* ; le peuple adore ce qu'il lui est défendu de comprendre ; si quelque Citoyen moins docile se permet des doutes ou propose des difficultés , s'il cherche la lumière, il est opprimé par la Majesté, l'oracle subsiste ; l'AUTORITE' NE REPOND PAS.

Le Parlement n'a rien à craindre des *imputations gratuites* de M. l'Evêque de S. Pons. Il est vrai que ce Prélat raisonneur prouve ce qu'il avance ; il est vrai encore que Maître Riquet n'a garde de citer les démonstrations qu'on lui oppose & qui n'avoient pas besoin de sortir de la bouche d'un Evêque pour être accablantes. Cependant M. le Procureur

trompent ; cette expression est presque aussi ancienne que le Parlement , & dans l'arrêt qu'il porta contre Charles VII. il ne l'appella que *Charles SOI-DISANT Roi*. Maître de Monclar a bien raison de dire que les Jésuites sont *au-dessus des têtes couronnées* ; ils osent trouver mauvais que le Parlement les traite comme il traite ses Rois. *Voyez l'arrêt contre Charles VIII. dans le Dict. de Bayle à l'article du Duc du Bourgogne.*

Général veut bien oublier pour un moment que *l'autorité ne répond point* ; il a la condescendance de donner une réponse générale qui doit satisfaire tout le monde. Pour renverser d'un seul coup toutes les raisons que l'on fait valoir contre lui, il dit, que l'accusateur est *suffisamment connu*. En effet, est-il quelqu'un qui ignore que M. l'Evêque de S. Pons est un homme capable de tout ? N'oubliez pas que c'est un Magistrat, membre d'une Compagnie AUGUSTE, & qui est personnellement SANS PASSION COMME LA LOI, à qui il échappe de pareils traits de modération.

En attendant que cet homme *suffisamment connu*, soit poursuivi comme perturbateur du repos public, Maître Riquet décide que la dignité Episcopale aggraverait sa faute sans pouvoir le soustraire à l'autorité des Magistrats laïques. En attendant que l'assemblée du Clergé fasse de cette assertion un cinquième article pour l'opposer aux prétentions ultramontaines, je serois tenté de demander si ce principe est fondé sur l'ancien droit canon ; mais *l'autorité ne répond point*.

Il n'est plus question que de constater le crime de M. l'Evêque de S. Pons, afin que la peine qu'il mérite soit proportionnée, c'est-à-dire, plus grande. Que n'a pas à craindre ce Prélat passionné, dominé par son humeur chagrine, rongé par une haine de près de trente-années, honteux de sa défaite ? Que n'a pas à redouter, en un mot, cet Evêque *suffisamment connu* ?

Si Maître Riquet *sans passion comme la loi*, a rendu compte au public de l'humeur *chagrine*, de la *haine invétérée*, de la *défaite humiliante* du Prélat ; le Prélat est sur le point de rendre le même compte à celui qui jugera les jugemens de Maître Riquet & qui lui apprendra s'il est vrai que *l'autorité ne répond pas*. Le Pasteur est sur le bord du tombeau : Maître Riquet ne veut pas qu'il y descende, mais qu'il y soit précipité. Que fera ce respectable Vieillard ? il ne peut pas suivre le conseil de l'Evangile & se dérober par la fuite à ses persécuteurs. Qu'il attende donc au milieu de son troupeau l'accomplissement des menaces qu'on lui fait ? Quel Bonheur ! Il peut aspirer au Martyre sans sortir de son Diocèse ; Maître Riquet fera la fonction de Proconsul & de Préfet du prétoire.

Je ne dis qu'un mot sur *les Mémoires présentés au Roi par deux Magistrats du Parlement d'Aix, &c.* On y trouve *les mêmes horreurs* que dans les Lettres du Prélat ; *les Juges sont sans probité & sans honneur ; ils ont immolé les Jésuites à leur puissance ; voilà sans doute des horreurs qui doivent faire frémir d'horreur*, & dès-lors on ne s'y arrête point ; *L'AUTORITÉ NE RÉPOND PAS.*

Au reste si l'on s'en rapporte à Maître Riquet, il y a grande apparence que M. le Président d'Eguilles étoit un Jésuite *sous l'habit séculier* ; mais, ajoute-t-il, avec cette modération qui sied si bien *au vengeur public*, ne cherchons

point à lui faire des crimes ; ceux dont il est convaincu , ne sont que trop grands & trop constatés. Il a outragé la Majesté Royale en portant la vérité jusqu'au pied du Trône ; il a trahi la patrie en lui faisant envisager le danger prochain du Schisme dont elle est menacée ; il a calomnié la Magistrature en démontrant par des faits publics les impostures de quelques Magistrats ; il a manqué au corps AUGUSTE dont il avoit l'honneur d'être membre en lui prouvant par ses Arrêts , qu'il avoit violé toutes les règles & les formalités de la justice ; ce n'est pas tout ; Maître Riquet sans passion comme la loi ; Maître Riquet dont l'ame est inaccessible à la vengeance , conclut cette énumération par ces paroles bien dignes d'un Magistrat qui parle d'un autre Magistrat dans une assemblée de Magistrats : Nous dirions enfin , ajoute-t'il , qu'il a manqué à ce qu'il se doit à lui-même , s'IL EUT ÉTÉ UN TEMS où M. D'EGUILLES EUT RECONNU SES DEVOIRS. La réputation de ce Magistrat est donc irrévocablement fixée ; Maître Riquet sans passion comme la loi , veut bien apprendre aux Chambres assemblées & aux Nations dispersées , que peu content d'être Jésuite en habit séculier , M. le Président d'Eguilles a été toute sa vie un Scélérat.

Si quelque chose pouvoit le justifier , ce seroit l'empire que les Jésuites exercoient sur lui , comme sur les autres *Magistrats esclaves abjets de la Société*. Comme Maître Riquet

n'a fait dans son plaidoyer que louer & commenter *les Ecrits immortels* de M. de Monclar : il n'est pas étonnant que le Magistrat d'Aix ait communiqué au Magistrat de Toulouse, des Mémoires sur la vie du Président d'Eguilles. Tous les Auteurs des comptes rendus sont des hommes admirables ; ils se renvoient périodiquement des tributs d'éloges & se donnent par leurs mains un encens qu'ils ne doivent attendre que de ceux qui leur ressemblent.

Les Jésuites ne vouloient que des *esclaves abjets* ; tel avoit été par le passé, TEL AUROIT E'TE' A L'AVENIR le *système* de cette Société. Voilà la science moyenne de Maître Riquet ; il n'a rien à répondre aux objections pressantes qu'on lui fait, & il fait quel auroit été le système de la Société si ... il fait encore que la Société ne sera plus. S'il ne dit pas plus vrai lorsqu'il prophétise le sort futur des Jésuites que lorsqu'il assure qu'il est *sans passion comme la loi* ; les Jésuites seront rétablis.

Mais savez-vous ce qu'il dit encore d'eux ? C'est une induction qui mérite de passer à la postérité. Après avoir ébauché le portrait de M. d'Eguilles que vous venez de lire, il ajoute ces paroles remarquables : *si les Jésuites ont eu le funeste talent de souiller l'or le plus pur, que seroient devenus dans leurs mains les plus vils métaux ? L'or le plus pur, c'est M. d'Eguilles qui n'avoit jamais reconnu*

ses devoirs & qui étoit tellement décrié qu'il s'étoit mis dans l'impossibilité de manquer à ce qu'il se devoit à lui-même. Mais enfin on ne change point les essences des choses & un Magistrat, quel qu'il soit, est toujours L'OR LE PLUS PUR. *Les plus vils métaux* ce sont les Evêques de Lavour, de Castres, du Puy, d'Uzés, de Lodève, de S. Pons, qui, comme tout le Clergé de France, croient encore plus à l'iniquité des Juges qu'à la perversité des accusés.

Je dois vous avertir, en terminant cet extrait, que si l'obéissance qui soumet le Jugement est contraire à la loi naturelle & divine & met en danger la personne sacrée du Roi, cela ne doit pas s'entendre de l'obéissance que l'on doit aux Arrêts de L'AUGUSTE Parlement de Toulouse. Apprenez-le de Maître Riquet : *si l'Arrêt n'éclaire pas l'esprit, il sert du moins A SOUMETTRE LE JUGEMENT.* C'est le privilège des Arrêts ; ils soumettent le Jugement sans éclairer l'esprit ; je ne fais quelle impression ils font sur vous, mais je vous avoue de bonne foi que l'obscurité des Arrêts ne seroit pas pour moi un titre d'acquiescement ; je vous avoue encore que je les trouve très-clairs & c'est par-là qu'ils révoltent mon Jugement au lieu de le soumettre.

Mais enfin telle est la prétention de Maître Riquet & il seroit assez singulier que les Parlemens après avoir adopté dans leurs

Arrêts la règle abominable qui défend de communiquer l'Institut, exigeassent encore, comme le fanatique Ignace, *la soumission de Jugement*. Ne devoit-il pas leur suffire de s'être approprié le despotisme du Général ?

Ce n'est point ici l'opinion particulière de Maître Riquet ; ils nous assure que *la paix & la concorde ont régné dans tous les tems dans L'AUGUSTE Compagnie de Toulouse* ; de sorte qu'il n'y eût pas la moindre réclamation, lorsque le Parlement ordonna l'apothéose du Moine assassin d'Henri III. & qu'il n'y en aura jamais, même en pareille circonstance.

Voilà, Monsieur, l'extrait abrégé du Requisitoire de l'Auguste Procureur-Général du corps AUGUSTE & de la Compagnie AUGUSTE de la Classe de Toulouse, première suffragante de la VRAIE & AUGUSTE Cour de France. Les deux Lettres & les deux Mémoires ont été brûlés mais non pas flétris. On a dit de M. l'Evêque de S. Pons qu'il mourra sans avoir éprouvé la vérité de l'oracle de l'esprit Saint : *Beatus qui enarrat justitiam auri audienti* ; on a mis sous le portrait de M. le Président d'Eguilles, qu'on a peint environné d'un grand nombre de Magistrats qui le suivent & d'un plus grand nombre dont il s'éloigne en secouant la poussière de ses souliers : *Hic non consenserat consilio & actibus eorum, qui expectabat & ipse regnum Dei.*

Je suis avec les sentimens que vous me
connoissez, &c. de Toulouse ce 20 Mars
1763.